

# Quand l'opposition passe ses nerfs sur le pauvre Jamar

CHAMBRE Le ministre du Budget présente sa politique aux députés à l'occasion d'un débat confus et nerveux

RÉCIT **H**ervé Jamar (MR), le ministre du Budget, est le plus aimable des hommes. Mais ce n'est pas un tribun. On s'en est souvenu, mercredi, pendant sa (longue) audition en Commission du Budget de la Chambre où, pendant plus de six heures, il a présenté sa politique. Une première, comme on le sait.

L'opposition attendait une « vision ». Las ! Pendant une heure, le ministre a efficacement assommé l'auditoire en lisant d'une voix égale un résumé de l'accord de la majorité et du budget 2015.

Son micro à peine coupé, l'opposition explose. « On attendait autre chose, fulmine Laurette Onkelinx (PS). On a eu une heure de lecture, comme à l'école primaire, de documents que l'on connaissait déjà ! » Kristof Calvo (Groen) avance le mot « scandaleux. » « C'est indigne du parlement », envoie Karin Temmerman (SPA) Bref : c'est (déjà) la curée et Denis Ducarme (MR) se met en devoir de secourir son ministre. « Je n'accepte pas votre mépris !, gronde-t-il en direction

d'Onkelinx. Allez !... » Eric Van Rompuy (CD&V), le président de la Commission, rétablit le calme (provisoirement) et lance le bal des interventions. Les élus d'opposition, tous, questionnent Jamar sur ses propos relatifs à l'impôt sur la fortune. Il ouvrait une porte dans *Le Soir* de mercredi matin. La fermait à la RTBF le même matin. Et la bouclera à double tour en commission : « L'impôt sur la fortune ne figure pas dans l'accord de majorité qui est l'épine dorsale, la colonne ver-

tébrale, la moelle osseuse, le cerveau de l'action gouvernementale ! » C'est net, précis mais le ministre se prend les pieds dans le tapis quand il conclut : « Voilà une question provisoirement réglée. » Et là, toute la commission rigole. On lui demande si le CD&V, pendant les débats budgétaires, a mis le sujet sur la table.

Négatif, qu'il dit.

Un fil conducteur, dans les débats, c'est l'impact des mesures d'économies sur la santé du pays.

Pour Onkelinx, l'austérité neutralisera tout espoir de relance, comme l'ont suggéré une flopée d'économistes (« Et pas uniquement du PS »). Le socialiste Ahmed Laaouej prolonge : « Qu'est-ce qui conditionne la demande intérieure ? Les revenus des travailleurs. Pour espérer une relance, il faut donc solliciter d'autres assiettes ! »

L'opposition accroche Jamar sur le déséquilibre des efforts (8 milliards à charge des travailleurs, sur 11 milliards). Mais Jamar n'en démord pas. Il parle de « choix clairs et équilibrés. » Et dit : « L'assainissement est une condition pour maintenir la protection sociale à long terme. »

Pour Ecolo, le MR a trente ans de retard. « On sait, par exemple, que les embouteillages nous coûtent 8 milliards, dit Nollet. C'est un chiffre de la FEB. Et que faites-vous ? Vous économisez 2 milliards à la SNCB... »

## « Pas dans un bar »

L'opposition se déchaîne. Le ministre se prend un seul vent contraire en provenance de la majorité quand Roel Deseyn (CD&V) enterre l'idée d'une

nouvelle amnistie fiscale (Jamar la disait « envisageable » au *Soir*). « Ce serait un mauvais signal. »

Beaucoup d'élus questionnent Jamar sur la Fonction publique. « Y aura-t-il des licenciements secs ? » Négatif : on dégraissera par des non-remplacements de départs naturels.

Jean-Marc Nollet déniche des floches dans les textes du gouvernement. « Il y a 15 jours, un tableau parle de 3,741 milliards de politiques nouvelles. Et là, un nouveau tableau parle de 1,177 milliard. Vous avez perdu 2 milliards ? » Jamar évoque un peu vaguement le fait qu'on a calculé les choses autrement et que le bon chiffre est le second. On l'interroge sur l'impact du saut d'index sur le budget. Là encore, ça cafouille parce qu'Onkelinx interromps sans arrêt Jamar. Elle se justifie en disant vouloir le débat. « On n'est pas dans un salon », lui envoie Benoît Piedboeuf (MR). Comme le ton monte, le même tempête : « On n'est pas dans un bar ! » Et puis, c'est l'heure, peut-être, mais Jamar cafouille, hésite et finit par expliquer qu'il n'a pas sa bonne paire de lunettes. Mais, cela dit, il est formel : pour le budget fédéral, le coût de l'affaire compensera ses bénéfices et l'impact sera de zéro. Et là, enfin, l'homme parvient à quelque peu tacler l'opposition.

« J'assume le saut d'index. Vous le critiquez, alors que vous allez en profiter à la Communauté française et en Wallonie. Assumez : je suppose que Demotte va nous ristourner le bénéfice du saut d'index sur son budget. » ■

PIERRE BOUILLON

## SOCIAL

### Tommelein traque la fraude à domicile, l'opposition ferraille

Essuyant les plâtres hier à la Chambre pour l'audition des membres du gouvernement, Bart Tommelein (VLD), secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, a réitéré sa volonté de traquer celle-ci « à domicile » pour ce qui concerne la consommation d'eau, de gaz, d'électricité. Les allocataires sociaux ne seront pas épargnés. L'opposition a ferrailé. Daerden (PS) : « Gare à l'équation chômeur = fraudeur. » Gilkinet (Ecolo) : « Quel déséquilibre entre lutte contre les fraudes sociale et fiscale ! » Van Hees (PTB) : « Disproportionné par rapport aux actions visant les gros fraudeurs fiscaux. » Fonck (CDH) : « Avec les économies prévues par le gouvernement, où trouverez-vous les moyens pour lutter contre la fraude ? »

D.CI